

Spies, Lies and Intellectual Property Rights

Advocacy Report by John Lutz

The historical access to reports of security forces have dominated the advocacy portfolio with important cases in Canada and Hungary putting a spotlight on the need for archival independence from political and police-state interference.

In Canada there has been a breakthrough of sorts for access to a whole generation of RCMP security files, thanks to a case under consideration by the Federal Court. When journalist James Bronskill was denied access to the RCMP file of former Saskatchewan Premier Tommy Douglas in the Library and Archives of Canada because of objections by CSIS, he appealed the case to the information and privacy commissioner and, when unsuccessful, filed a lawsuit in federal court in 2009.

The hearing was held in Ottawa on February 23rd, 2011 but even before the hearing the federal government was making concessions. Federal lawyer Gregory Tzemenakis revealed that CSIS and the LAC had revised their policies in response to the challenge and would now release another 300 pages of the 1,142 page file, in addition to 400 pages previously made available, though all released documents remain heavily censored. Tzemenakis told Canadian Press that both agencies will reverse their current policy and endeavor to release information gathered from human sources provided they can do so without identifying their informants. The reverse of policy just prior to the hearing suggests the federal government is hoping that this will close the case. Paul Champ, representing Bronskill, says he hopes that Justice Simon Noel will make a clear ruling in the spring, not just on this case but the same issue relating to the files on 80,000 other Canadians collected by RCMP before it lost its security intelligence mandate (to CSIS) in 1984; these files are all close to 30 years old, and some like the Douglas file, have material 80 years old.

The CHA has strongly supported this court case with an affidavit (prepared by Larry Hannant and presented by Past President Craig Heron), a round table at our last conference, and through a direct meeting with the Librarian and Archivist of Canada,

Espions, mensonges et droits de propriété intellectuelle

Rapport des interventions publiques de la SHC par John Lutz

La SHC a récemment multiplié ses interventions publiques dans le domaine de l'accès aux archives des services de sécurité, plus particulièrement dans des causes importantes au Canada et en Hongrie, qui reflètent notre opposition à l'ingérence politique et celle de l'État policier dans les demandes d'accès à l'information. Au Canada, l'accès à toute une génération de dossiers de sécurité de la GRC sera désormais un peu moins limité grâce à une cause en appel devant la Cour fédérale. Lorsque le journaliste James Bronskill s'est vu refuser l'accès aux dossiers de la GRC sur l'ancien premier ministre de la Saskatchewan Tommy Douglas par Bibliothèque et archives Canada – en accord avec les directives du SCRS qui s'y opposait – celui-ci en appel de la décision auprès du Commissaire à l'information et à la vie privée. N'ayant pas obtenu gain de cause, il a par la suite intenté une poursuite devant la cour fédérale en 2009.



Tommy Douglas standing under a Co-operative Commonwealth Federation billboard with C.M. Fines and Clarence Gillis after the historic 1944 Saskatchewan provincial election that swept the CCF to power. Tommy Douglas, en compagnie de C.M. Fines et de Clarence Gillis, sous le panneau publicitaire de la Fédération du Commonwealth coopératif après la victoire historique qui a porté la FCC au pouvoir lors de l'élection provinciale de 1944.

Le gouvernement a fait certaines concessions même avant la tenue de l'audience à Ottawa le 23 février 2011. L'avocat du gouvernement fédéral Gregory Tzemenakis a révélé que le SCRS et BAC avait révisé leurs politiques et qu'un

autre 300 des 1142 pages du dossier seraient accessibles, et ce en plus des 400 pages qui avaient été mises à sa disposition, sauf que toutes ces pages demeurent fortement censurées.

Gregory Tzemenakis a dit à La Presse canadienne que les deux agences changeraient leurs politiques actuelles et qu'elles tenteraient de divulguer des renseignements obtenus à condition que les informateurs ne soient pas identifiés. Le gouvernement espère sans doute, avec ce changement de la politique juste avant la tenue de l'audience, que ce geste classe l'affaire. Paul Champ, qui représente Bronskill, espère que le Juge Simon Noël rendra une décision plus facile au printemps, non seulement dans cette cause mais dans tous les cas liés aux dossiers recueillis par la GRC sur 80 000 autres Canadiens avant que celle-ci ne soit dépossédée de son mandat de renseignement de sécurité (en faveur du SCRS) en 1984; tous ces dossiers sont vieux de 30 ans et d'autres, comme le dossier Douglas, contiennent des documents qui datent de 80 ans. La SHC a été fortement impliquée dans la cause en cour en

Daniel Caron in November. CHA council also explored seeking intervenor status in the case with the services of Sally Gomery, a prominent lawyer with experience in the federal and supreme courts, to represent us. We were told we had little chance for independent status, since our original affidavit made our essential points and was already being considered.

Meanwhile, the CHA Executive is watching another security-related case with international significance in Hungary. The **Hungarian parliament** has proposed a law that will destroy all the individual security files collected by the communist regime security forces, excepting only the files of individuals who apply to have the files relating to them extracted and turned over to the applicants. The loss of this massive archive of state surveillance will wipe out the memory of a key part of the oppressive communist regime. Destruction of the archives would also, incidentally, protect the identity of many people who informed on their fellow citizens and possibly prevent embarrassing revelations about serving politicians. More information and a petition is available at <http://hungarianarchives.com/>.

At home the CHA continues to engage in the review of the new **copyright legislation**. Canada's original copyright act was introduced in 1922 and was revised in 1988 and 1997.

Since then several bills have been introduced to update the act but they died on the order paper before being passed. In June 2010 the federal government tried again with Bill C-32 and the CHA responded with a brief focusing on the implications of the existing and future act for historical research. The Bill had its second reading Nov.2, 2010 and is before a parliamentary committee holding hearings. At its November Council meeting, the CHA expressed its opposition to provisions in the legislation which permit "digital locks" on material that would otherwise be out of copyright, and gave its support for generous education exemptions in the proposed legislation. The CHA is preparing a brief to the parliamentary committee, though the whole consultation process will prove moot if an election is called this spring, and another round of copyright legislation dies on the order paper.



*Parliament Buildings, Budapest, Hungary
Édifices du parlement de Budapest, Hongrie*

soumettant un affidavit (préparé par Larry Hannant et présenté par le président sortant Craig Heron), en organisant une table ronde à notre dernière conférence et en rencontrant le Bibliothécaire et archiviste du Canada Daniel Caron en novembre dernier. La SHC a également considéré la possibilité de demander le statut d'intervenant dans la cause en utilisant les services de Sally Gomery, une éminente avocate d'expérience devant les tribunaux fédéraux et cours suprêmes pour nous représenter. Elle nous a avisé que la SHC aurait peu de chance d'obtenir un statut autonome dans la cause puisque notre attestation initiale comportait nos principaux arguments et que ceux-ci étaient présentement sous étude.

Pendant ce temps, l'Exécutif de la SHC observe de près un autre cas lié au service de renseignements en Hongrie. Le **Parlement**

hongrois a proposé une loi qui détruirait tous les dossiers de sécurité individuels compilés par les services de sécurité communistes. Seuls les dossiers réclamés par les individus qui ont fait l'objet de surveillance seraient conservés et remis aux individus concernés. La perte de cette immense archive de surveillance de l'État annihilera le souvenir de cet élément clé de ce régime communiste oppressif. La destruction des archives protégerait incidemment l'identité d'un bon nombre d'individus qui ont espionné leurs concitoyens et

éviterait possiblement des révélations embarrassantes pour certains politiciens en exercice. Pour plus de renseignements et pour signer la pétition, veuillez consulter le site <http://hungarianarchives.com/>.

Plus près de nous, la SHC est toujours impliquée dans le dossier de la révision de la **Loi sur le droit d'auteur**. La version originale de la loi sur le droit d'auteur date de 1922 et elle a été révisée en 1988 et en 1997. Depuis lors, plusieurs projets de loi ont été soumis pour réformer la loi mais ceux-ci sont morts au feuillet avant qu'ils ne soient adoptés. Le gouvernement fédéral a réessayé en présentant le projet de loi C-32 en juin 2010 et la SHC a alors répondu en énonçant les portées de la loi présente et future pour la recherche historique. La deuxième lecture du projet de loi a franchi une deuxième lecture le 2 novembre 2010 et a été envoyée en comité parlementaire. La SHC, lors de la réunion de son Conseil d'administration du mois de novembre dernier, a fait part de son opposition à certaines dispositions de la loi qui permettent les serrures numériques de matériel qui autrement ne serait pas considéré la propriété d'un auteur et elle a appuyé les généreuses exceptions statutaires liées à l'éducation dans le projet de loi. La SHC rédige présentement un mémoire pour le comité parlementaire sauf que le processus de consultation pourrait être en vain si des élections sont lancées, au printemps et que ce projet de loi meurt au feuillet.

As you probably know, Library and Archives Canada is currently in the process of a major modernization project affecting all of its programs. Over the last year LAC has posted numerous papers on aspects of this project on its web site. Some of these documents need further elaboration in order to understand the precise nature of the changes which are being undertaken or contemplated.

The CHA is interested in all major aspects of LAC's modernization program, especially appraisal and acquisition, and services to the public. Many of our concerns were outlined in correspondence between President Mary Lynn Stewart and Librarian and Archivist of Canada Daniel Caron, and other LAC executives, which are posted on the CHA's web site.

At the request of LAC, the Canadian Historical Association participated in a Stakeholders' Forum convened in Ottawa on 21 October 2010. The meeting received reports by consultants on archival programs and library programs at LAC, and provided initial feedback. In November 2010 the Council also invited Assistant Deputy Ministers Doug Rimmer and Jean-Stéphane Piché to make a presentation on LAC's draft plan for appraisal and acquisition of archival records, to which we provided detailed comments in President Stewart's letter of 29 November 2010. President Stewart followed up by responding to LAC's list of 12 priority actions in a letter to Dr. Caron, dated 22 December 2010. These documents are posted on the CHA web site.

LAC is still developing the structure of several consultative bodies pertaining to services, appraisal and acquisition. The CHA has indicated it has important concerns in these and other areas. We have offered to participate in the consultative bodies to help ensure that LAC's initiatives are designed to foster the optimal retention of historical records of value to the history of Canada, and that accessibility for researchers to our documentary heritage is retained and enhanced for all user categories.

We invite all CHA members and others with an interest in LAC's programs to read our position statements and letters to LAC on our web site and give us feedback. We invite your views on any of the enumerated issues, which will help us better evaluate LAC's initiatives and respond as effectively as possible on behalf of our members to ensure the optimal delivery of LAC's programs to the historical and other research communities. Any and all comments are welcome, so please send your letters or e-mails to our Executive Director Michel Duquet, who will ensure they are forwarded to the CHA Executive and its LAC committee for consideration.

Comme vous le savez sans doute, Bibliothèque et Archives Canada a entrepris un projet de modernisation d'envergure qui touche tous ses programmes. Au cours de la dernière année, BAC a affiché de nombreux articles concernant différents aspects de ce projet sur son site Web. Or, pour que nous comprenions la nature exacte des changements qui sont amorcés ou envisagés, certains de ces documents doivent être détaillés davantage.

La Société historique du Canada s'intéresse aux principaux aspects de l'initiative de modernisation de BAC, notamment à l'évaluation et à l'acquisition, et aux services au public. Plusieurs de nos préoccupations ont été soulevées dans la correspondance (affichée sur notre site Web) entre la présidente Mary Lynn Stewart et le bibliothécaire et archiviste du Canada Daniel Caron, et d'autres membres de la direction.

À la demande de BAC, la SHC a participé à un groupe de discussion d'intervenants qui a eu lieu le 21 octobre 2010 à Ottawa. Ceux-ci ont accueilli des rapports de conseillers sur les programmes d'archivage et les programmes de bibliothèque à BAC, puis ont fait part d'une première rétroaction. En novembre 2010, le conseil a également invité les sous-ministres adjoints Doug Rimmer et Jean-Stéphane Piché à venir présenter le plan provisoire de BAC en matière d'évaluation et d'acquisition d'archives. Nous avons transmis nos commentaires détaillés à ce sujet dans la lettre de la présidente Mary Lynn Stewart du 29 novembre 2010. Mme Stewart a aussi réagi à la liste des douze actions prioritaires dans une lettre adressée à M. Caron en date du 22 décembre 2010. Ces documents paraissent également sur le site Web de la SHC.

BAC en est toujours à développer la structure de plusieurs comités consultatifs relativement aux services, à l'évaluation et à l'acquisition. La SHC a mentionné être très préoccupée par ces sujets et d'autres points. Nous avons proposé de prendre part à ces comités pour mieux s'assurer que les initiatives de BAC ont pour but de conserver le mieux possible les documents historiques importants pour l'histoire du Canada, et que les chercheurs de tous les domaines continuent à avoir accès, et ce de façon améliorée, à notre patrimoine documentaire.

Nous invitons tous les membres de la SHC et ceux et celles qui s'intéressent aux programmes de BAC à lire nos énoncés de position ainsi que les lettres que nous avons envoyées à BAC, puis à nous fournir leur rétroaction. Les opinions sur tout enjeu souligné nous aideront à mieux évaluer les initiatives de BAC et à réagir le plus efficacement possible au nom des membres afin de garantir une mise en œuvre optimale des

As well, we have received indications that LAC will be approaching the CHA with a more concrete proposal for our possible involvement in the next few weeks, and we will keep you regularly informed as this process unfolds.


Lyle Dick
CHA Vice President
LAC Portfolio Chair for the CHA

programmes au sein des communautés d'historiens et d'autres chercheurs. Tous les commentaires sont les bienvenus. Veuillez donc faire parvenir vos lettres ou courriels au directeur général, M. Michel Duquet, qui les transmettra à l'exécutif de la SHC et à son comité de BAC afin qu'ils en prennent connaissance.

De plus, on nous a laissé savoir que BAC fera une proposition plus concrète à la SHC en ce qui a trait à son éventuelle participation au cours des prochaines semaines. Nous vous tiendrons régulièrement informés du déroulement de cette démarche.

Lyle Dick
Vice-président de la SHC
Président du Comité des interventions
publiques, BAC

Expand Your Research with Routledge Journals



American Review of Canadian Studies
Published on behalf of the Association for Canadian Studies in the United States (ACSUS)

**ONLINE ARCHIVE NOW AVAILABLE –
ACCESS 40 YEARS OF PUBLISHED ARTICLES**

Editor: John Purdy, Western Washington University, USA
Volume 41, 2011, 4 issues per year



www.tandf.co.uk/journals/rarc

American Review of Canadian Studies (ARCS) is a refereed, multidisciplinary, quarterly journal examining Canada and the Canadian point of view from an American perspective. Its articles explore Canada's arts, cultures, economics, politics, history, and society, recognizing Canada's distinctive position in the world. Most issues also contain reviews of recently published books across that same broad spectrum of topics - reviews that acquaint readers with current scholarship in the field.

Recent Articles

- The Canada-US Border and Indigenous Peoples in the Nineteenth Century - *Roger L. Nichols*
- Importing Notions of Governance: Two Examples from the History of Canadian Water Policy - *Sarah Michaels & Rob de Loë*
- Commissioned Citizenship: The Evolution of Pedagogical Citizen Construction in Canada, 1947-1994 - *J. P. Lewis*

Follow Routledge History Online

www.informaworld.com/history  twitter.com/RoutledgeHist  www.facebook.com/RoutledgeHistory

This letter, sent to Hubert T. Lacroix, President and CEO of the Canadian Broadcasting Corporation / Radio-Canada, addresses the concerns enumerated in the article that was written on the difficult access to CBC archives in Toronto, published in issue #35.1 (2009) of the *Bulletin*, pp. 12-13.

Dear Mr Lacroix,

As President of the Canadian Historical Association I am writing to express the concerns of the Canadian Historical community about the access provided by the Canadian Broadcasting Corporation to its archival material and ask for your intervention in improve the current, unsatisfactory situation. The CBC is one of our pre-eminent national institutions and its history is of interest and vital importance to Canadians. The CBC Archives contain the richest single collection of Canada's modern cultural history and it is critical to Canadians that this collection be as open and as accessible as possible.

The Canadian Historical Association / Société historique du Canada (CHA / SHC) is the oldest and largest organization representing professional historians in Canada. Founded in 1922, the bilingual organization is dedicated to scholarship in all fields of history. It has a membership of about 1000, made up primarily of historians engaged as professionals from all regions of Canada and abroad. Our members are frequently consulted by the CBC in all its manifestations, TV, radio, news, documentaries, nationally and in all the regions. We generously support the CBC with our time and expertise.

The CBC Digital Archives has done excellent work in providing access to a part of the CBC collection but, by contrast, the CBC Corporate Archives is nearly invisible. Based both on the



CBC building, Ottawa / Édifice de Radio-Canada à Ottawa



*Édifice de Radio-Canada, à Montréal
Radio-Canada Building in Montreal*

Cette lettre envoyée au président-directeur général de Radio-Canada/CBC, Monsieur Hubert T. Lacroix, aborde la question du difficile accès aux archives de la Canadian Broadcasting Corporation à Toronto décrit dans les pages du *Bulletin* numéro 35.1 (2009), pp. 12-13

Cher Mr Lacroix,

Je vous écris à titre de présidente de la Société historique du Canada pour exprimer les préoccupations de la communauté historique au Canada au sujet de l'accès aux archives de la Société Radio-Canada et vous demande d'intervenir pour améliorer la situation présente qui n'est pas satisfaisante. Radio-Canada est l'une de nos plus grandes institutions nationales dont l'histoire attire l'intérêt des Canadiens. Les archives de la SHC renferment la plus riche collection sur l'histoire de la culture moderne du Canada et il est primordial que cette collection soit aussi ouverte et accessible que possible.

La Société historique du Canada / Canadian Historical Association (SHC / CHA) est la plus ancienne et la plus grande organisation représentant les historiens professionnels au Canada. Fondée en 1922 et entièrement bilingue, elle encourage la recherche dans tous les domaines de l'histoire. Elle compte 1000 membres dont la plupart sont des historiens professionnels répartis aux quatre coins du pays et à l'étranger. Radio-Canada consulte régulièrement nos membres pour ses émissions de télévision, de radio, ses nouvelles ou ses documentaires, et ce tant à l'échelle nationale que régionale. Nous épaulons ainsi généreusement les activités de Radio-Canada avec notre temps et notre expertise.

experience of our members, but also on my own exploration of the CBC websites, it would appear that the CBC Archives is more focused on generating revenue from the rebroadcast of your archival material than it is on serving Canadian who have an interest in the history of the CBC or Canadian culture. Unless one approaches it under the tab “Commercial Businesses,” which is not where the historical community would normally look, your corporate website hides the existence of an archive.

Once historians have found your archives, changes since 2006 have made it very hard to conduct certain important kinds of historical research. I append a one-page article from our quarterly *Bulletin* which gives just one example of the run-around and obstacles thrown up in front of historical researchers when they attempt to use your archives. You will note that the author has attempted to raise the challenges he faced with CBC Ombudsman only to learn that the CBC Archives is outside the mandate of the Ombudsman.

The CBC is a federal cultural corporation with an avowed mandate to promote Canadian identity and heritage, yet it gives the appearance that it does not take enough pride in its own history to facilitate such research.

On behalf of the Canadian Historical Association, I would like to ask you to revisit those guidelines which place an unnecessary burden on researchers; to consider the needs of the historical community in establishing online and in-person access to the archives, and to extend the mandate of your Ombudsmen to intervene in cases involving the CBC Archives. I look forward to your response.

Sincerely,
Mary Lynn Stewart
CHA President

Cc.
Kirk LaPointe, Ombudsman, CBC
250 Front Street West
P.O. Box 500, Station A
Toronto, Ontario M5W 1E6

Julie Miville-Dechêne, Ombudsman, Radio Canada
P.O. Box 6000
Montréal, Quebec H3C 3A8

Les archives numériques de Radio-Canada ont fait un travail méritoire pour offrir l'accès à cette partie de sa collection. Par contre, les archives corporatives de Radio-Canada sont presque invisibles. Selon l'expérience de nos membres et de mes propres recherches dans les sites de Radio-Canada, il me semble que les archives de Radio-Canada servent plutôt à générer des revenus des reprises de son matériel archivistique que de servir aux besoins des Canadiens qui ont un intérêt pour l'histoire de Radio-Canada ou de la culture canadienne. L'on découvre l'existence d'une archive dans votre site corporatif que sous l'onglet « Services commerciaux », qui n'est pas un endroit où les historiens normalement ne penseraient pas chercher.

Or, les changements apportés depuis 2006 rendent la recherche de certains sujets très difficile lorsque les historiens réussissent à localiser vos archives. Vous trouverez ci-joint un article qui a paru dans notre *Bulletin* et qui offre un exemple des obstacles et des difficultés que rencontrent les chercheurs qui tentent d'accéder à vos archives. Vous noterez que le chercheur en question a signalé les défis auxquels il faisait face à l'Ombudsman de Radio-Canada pour ce faire dire que les archives de Radio-Canada ne relevaient pas de son autorité.

J'aimerais, au nom de la Société historique du Canada, vous demander de bien vouloir réviser les directives actuelles qui représentent un fardeau inutile pour les chercheurs; de prendre en considération les besoins de la communauté historique dans la mise en place d'accès aux archives en ligne tout aussi bien que sur place et d'élargir le mandat de votre ombudsman pour qu'il puisse intervenir dans les causes impliquant les archives de Radio-Canada.

Dans l'attente d'une prompt réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur LaPointe et Madame Miville-Dechêne, mes salutations distinguées,

Mary Lynn Stewart
Présidente de la SHC

Cc.
Kirk LaPointe, Ombudsman, CBC
250 Front Street West
P.O. Box 500, Station A
Toronto, Ontario M5W 1E6

Julie Miville-Dechêne, Ombudsman, Radio Canada
P.O. Box 6000
Montréal, Quebec H3C 3A8

